

**ROYAUME DU MAROC**  
**Maître d'ouvrage : LA SOCIETE FONCIERE CMC S.A.**  
**Maître d'ouvrage délégué : OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**  
**ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL**

**AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT SIMPLIFIE N° 295/2025**

Le **26 Janvier 2026 à 11 heures 30min**, il sera procédé, dans les bureaux de l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail, sis à : Intersection de la Route BO n° 50 et la R.N.11 (Route Nouaceur Sidi Maârouf)\_Casablanca, à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix n° **295/2025** pour :

**Réalisation des études techniques pour la mise en place de la ferme pédagogique destinée aux Cités des Métiers et des Compétences de Fès et Errachidia.**

Le dossier d'appel d'offres doit être téléchargé à partir du portail des marchés publics accessible à l'adresse [www.marchéspublics.gov.ma](http://www.marchéspublics.gov.ma).

L'estimation du coût des prestations établies par le Maître d'ouvrage est fixée à la somme de **deux cent trente-deux mille huit cents dirhams (232 800,00 DH) en TTC**.

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de **trois mille cinq cents dirhams (3 500,00 DH)**

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 30 à 34 du règlement propre de la Société Foncière CMC.SA. accessible à l'adresse [www.ofppt.ma](http://www.ofppt.ma).

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 5 du règlement de consultation

W



المملكة المغربية

**صاحب المشروع: LA FONCIERE CMC S.A**  
**صاحب المشروع مفوض: مكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل**  
**إعلان عن طلب عروض أثمان مفتوح مبسط**  
**رقم 2025/295**

في يوم 26 يناير 2026 على الساعة الحادية عشرة و النصف صباحا، سيتم في مكتب الإدارة العامة لمكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل الكائن بملتقى طريق BO. 50 والطريق الوطنية رقم 11 (طريق النواصر – سيدي معروف) - الدار البيضاء ، فتح الأظرفة المتعلقة بطلب عروض الأثمان المفتوح مبسط رقم 2025/295، لأجل إجراء دراسات تقنية لإنشاء المزرعة التعليمية المخصصة لمدن المهن والكفاءات في فاس والرشيدية.

يوجب سحب ملف طلب العروض إلكترونيا من بوابة صفقات الدولة من العنوان الإلكتروني [www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma) الكلفة التقديرية للأعمال المحددة من طرف صاحب المشروع تبلغ مئتان واثنان وثلاثون ألفاً وثمانمائة درهم (232 800,00) مع احتساب جميع الرسوم.

وتبلغ الضمانة المؤقتة ثلاثة آلاف وخمسمائة درهم (3 500,00).

يجب أن يكون كل من محتوى وتقديم ملفات المتنافسين مطابقين لمقتضيات البنود من 30 إلى 34 من النظام الخاص بشركة Foncière CMC S.A. المتوفرة على العنوان الإلكتروني [www.ofppt.ma](http://www.ofppt.ma).

إن الوثائق المثبتة الواجب الإدلاء بها هي تلك المقررة في المادة 5 من نظام الإستشارة.

16

ROYAUME DU MAROC

MAITRE D'OUVRAGE

SOCIETE FONCIERE CMC S.A.

MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE

OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE  
ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL

## **Dossier d'Appel d'offres** **Ouvert simplifié sur offres de prix**

**N° 295 / 2025**

**Réalisation des études techniques pour la mise en place de la  
ferme pédagogique destinée aux Cités des Métiers et des  
Compétences de Fès et Errachidia**



## REGLEMENT DE CONSULTATION

\*\*\*\*\*

### ARTICLE N°1 : Objet du règlement de consultation

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix ayant pour objet : **Réalisation des études techniques pour la mise en place de la ferme pédagogique destinée aux Cités des Métiers et des Compétences de Fès et Errachidia**

Il est établi en vertu des dispositions de l'article 21, du règlement propre de la Foncière CMC, approuvé le 15 juillet 2025.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le règlement de la Foncière CMC SA. Toute disposition contraire au règlement de la Foncière CMC SA est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 21 et des autres articles du Règlement précité.

### ARTICLE N°2 : Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est : la **Société Foncière CMC S.A.**

### ARTICLE N°3 : MAÎTRE D'OUVRAGE DÉLÉGUÉ

Le maître d'ouvrage délégué est l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT).

Outre le lancement et le jugement de la procédure des Appels d'offres, la mission de la maîtrise d'ouvrage déléguée est portée sur :

- Le suivi d'exécution du marché ;
- Les démarches, éventuelles, nécessaires à l'obtention de l'exonération des droits de douanes ;
- La coordination nécessaire pour La préparation des conditions de livraison, d'installation et de réception des équipements ;
- La signature des bons de dépôt et des livraisons conformément aux dispositions prévues par ce marché ;
- La réception provisoire du marché ;
- La réception définitive du marché ;
- La liquidation et le paiement des dossiers de facturation.

L'OFPPT représente la Société Foncière CMC S.A. à l'égard du titulaire de ce marché dans l'exercice des attributions qui lui sont confiés jusqu'à ce que la Société Foncière CMC ait constaté l'achèvement de sa mission.



#### **ARTICLE N°4 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS.**

Conformément aux dispositions de l'article 27 du Règlement précité, peuvent, valablement, participer et être attributaires des marchés publics les personnes physiques ou morales qui :

- justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement, et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement des créances publiques ;
- sont affiliées à la Caisse nationale de sécurité sociale ou à un autre régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes ;
- exercent l'une des activités en rapport avec l'objet du marché.

Ne sont pas admises à participer aux appels d'offres :

- les personnes en liquidation judiciaire ;
- les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- les personnes ayant fait l'objet d'une décision d'exclusion temporaire ou définitive prise conformément aux dispositions de l'article 152 du Règlement précité ;
- les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans un même marché ;
- les prestataires de services ayant contribué à la préparation du dossier de l'appel d'offres concerné ;
- les titulaires dont les marchés ont fait l'objet de résiliation pour une faute qui leur incombe au titre des marchés d'achèvement y afférents.

#### **ARTICLE N°5 : JUSTIFICATION DES CAPACITES ET DES QUALITES DES CONCURRENTS.**

Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif et un dossier technique. Chaque dossier peut être accompagné d'un état des pièces qui le constituent.

Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif et un dossier technique. Chaque dossier peut être accompagné d'un état des pièces qui le constituent.

##### **A- Le dossier administratif comprend :**

1. Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- a) Une déclaration sur l'honneur, en un exemplaire unique, établie conformément au modèle joint en annexe.



b) L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant. En cas de groupement, le cautionnement provisoire doit être constitué conformément aux dispositions du § C de l'article 150 du Règlement précité.

c) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent.

**N.B : 1-** Les cautions personnelles et solidaires doivent être choisies parmi les établissements agréés à cet effet par le ministre chargé des finances Marocain (pour les candidats étrangers, ces cautions personnelles et solidaires doivent être avalisées par une banque marocaine).

**2-** Les pièces a et b ne doivent exprimer aucune restriction ou réserve sous peine d'être rejetées par la commission d'appel d'offres.

**Pour les groupements**, il y a lieu de produire :

+ Une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article n°150 du Règlement précité.

+ Une note indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, la répartition des prestations, le cas échéant.

**2.** Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 43 du Règlement précité :

a) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 27 du règlement précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

b) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme

\* La date de production des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

c) Le certificat d'immatriculation au registre de commerce (modèle 9) pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur ;

#### **B - Le dossier technique comprend :**

Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.





NB :

- 1- Pour le groupement conjoint, chaque membre du groupement conjoint doit justifier uniquement les parties de la prestation pour lesquelles il s'engage.
- 2- Pour le groupement solidaire, les membres du groupement doivent justifier individuellement l'ensemble des parties de la prestation.

#### **ARTICLE N°6 : OFFRE TECHNIQUE**

Les concurrents doivent présenter une offre technique conformément à l'article 31 du Règlement contenant :

1. Une note Méthodologique décrivant la démarche adoptée par le soumissionnaire pour aborder les différentes phases de la mise en place de la ferme pédagogique.
2. Planning de réalisation et le chronogramme détaillés et les ressources à affecter pour la réalisation des prestations.
3. Liste des intervenants permanents affectés à la réalisation de la prestation :
  - ✓ 01 Ingénieur Agronome ou Génie rural : chef de projet ;
  - ✓ 01 Technicien en Agriculture ayant une expérience en dimensionnement des systèmes d'irrigation ;
  - ✓ 01 Technicien en Agriculture ayant une expérience en productions agricoles.
4. CVs et copies des diplômes légalisés détaillés pour chaque membre de l'équipe ;

Il est à noter que :

- Pour le cas d'un groupement, les documents relatifs à l'offre technique sont à signer par l'ensemble des membres du groupement, soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.
- Pour les pièces de l'offre technique de la solution variãnte, les mêmes pièces sont exigées et ce, pour les fournitures proposées au titre de la solution variante.

#### **ARTICLE N°7 : OFFRE FINANCIERE**

a) l'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un seul exemplaire conformément au modèle joint.

Cet acte d'engagement dûment rempli, et comportant le relevé d'identité bancaire (RIB), est signé par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un concurrent à la fois pour le même marché.



Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 150 du Règlement précité, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

L'acte d'engagement du groupement concerné doit également préciser le montant correspondant à la part revenant à chacun des membres dudit groupement.

b) le bordereau des prix - détail estimatif et figurant dans le dossier d'appel d'offres.  
Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.  
Le bordereau des prix - détail estimatif doit tenir compte de :

- ✦ Les prix unitaires doivent être libellés en chiffres.
- ✦ Les montants totaux doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ce dernier document est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

#### **ARTICLE N°8 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES.**

Conformément aux dispositions de l'article 22 du règlement précité, le dossier d'appel d'offres comprend :

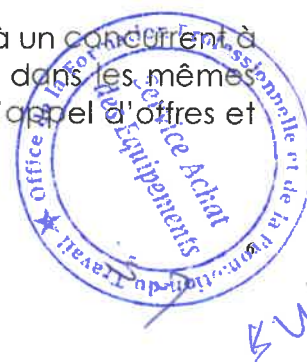
- a) Une copie de l'avis d'appel d'offres ouvert simplifié;
- b) Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- c) Le modèle de l'acte d'engagement;
- d) Le modèle du bordereau des prix - détail estimatif ;
- e) Le modèle de la déclaration sur l'honneur;
- f) Le présent règlement de consultation.

#### **ARTICLE N°9 : INFORMATION DES CONCURRENTS.**

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par lettre transmise par tout moyen pouvant donner date certaine, de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre, dans les mêmes formes, à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue, au plus tard trois jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier doit être communiqué, le même jour et dans les mêmes formes, aux autres concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres et aux membres de la commission d'appel d'offres.





Cet éclaircissement ou renseignement est, également, mis à la disposition de tout concurrent potentiel dans le portail des marchés publics

L'identité ou la dénomination du ou des concurrents ayant formulé la demande prévue au premier alinéa du présent article ne doit, en aucun cas, être divulguée.

**ARTICLE N°10 : Modification du dossier d'appel d'offres**

Le maître d'ouvrage peut introduire, à titre exceptionnel, des modifications dans le dossier d'appel d'offres sans changer l'objet du marché. Dans ce cas, ces modifications sont communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou téléchargé ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité et au plus tard sept jours avant la date de la séance d'ouverture des plis.

Passé ce délai, le maître d'ouvrage doit, par avis rectificatif, reporter la date de la séance d'ouverture des plis.

Lorsque les modifications introduites dans le dossier d'appel d'offres nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions du premier alinéa du deuxième paragraphe de l'article 23 du présent règlement.

Dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue que dans un délai minimum de dix jours. Ce délai court à partir du lendemain de la date de parution de l'avis rectificatif dans le dernier support de publication, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

Dans tous les cas, le délai de publicité prévu au troisième alinéa du deuxième paragraphe du I) de l'article 23 ci-dessous doit être respecté.

Les concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres doivent être informés des modifications qui y ont été apportées et de la nouvelle date d'ouverture des plis, le cas échéant.

L'avis rectificatif intervient dans l'un des cas suivants :

- a) lorsque le maître d'ouvrage introduit des modifications dans le dossier d'appel d'offres, sans se conformer au délai de sept jours prévu ci-dessus ;
  - b) lorsque les modifications à introduire dans le dossier d'appel d'offres nécessitent un délai supplémentaire pour la préparation des offres ;
  - c) lorsqu'il s'agit de redresser des erreurs manifestes constatées dans l'avis publié ;
  - d) lorsque le maître d'ouvrage constate, après publication de l'avis, que le délai qui court entre la date de publication de l'avis et la date de la séance d'ouverture des plis n'est pas conforme au délai de publicité prévu à l'article 23 ci-dessous.
- 1 - Lorsqu'un concurrent estime que le délai prévu par l'avis de publicité pour la préparation des offres n'est pas suffisant au regard de la complexité des prestations objet du marché, il peut, au cours de la première moitié du délai de publicité, demander au maître d'ouvrage, par lettre transmise par tout moyen pouvant donner date certaine, le report de la date de la séance d'ouverture des plis. Cette lettre doit comporter tous les

éléments permettant au maître d'ouvrage d'apprécier la demande de report.

Si le maître d'ouvrage reconnaît le bien-fondé de la demande du concurrent dont il est saisi, il procède au report de la date de la séance d'ouverture des plis. Le report, dont la durée est laissée à l'appréciation du maître d'ouvrage, fait l'objet d'un avis rectificatif qui est publié dans les mêmes formes que l'avis d'appel d'offres.

Il ne peut être procédé au report de la date de la séance d'ouverture des plis qu'une seule fois, quel que soit le concurrent qui le demande.

#### **ARTICLE N°11 : REPARTITION EN LOTS.**

Le marché issu de présent appel d'offres n'est pas alloti.

#### **ARTICLE N°12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS.**

Le dossier du concurrent doit contenir trois enveloppes électroniques distinctes :

- a) La première enveloppe électronique contient, outre les pièces des dossiers administratif et technique, le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de consultation paraphés et signés électroniquement et portant la mention « lu et accepté » par le concurrent ou son représentant dûment habilité ;
- b) La deuxième enveloppe électronique contient l'offre technique ;
- c) La troisième enveloppe électronique contient l'offre financière.

Ces dossiers doivent être présentés exclusivement de façon électronique via le portail des marchés publics conformément aux dispositions de l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances chargé du budget n° 1692-23 du 23 juin 2023 relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatives aux marchés Publics.

#### **ARTICLE N°13 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES.**

Sous réserve des dispositions de l'article 135 du présent règlement relatif au dépôt et au retrait des plis par voie électronique, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité et adressée au maître d'ouvrage. La date et l'heure du retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage sur le registre spécial visé à l'article 4 du présent règlement.

Les concurrents ayant procédé au retrait de leurs plis peuvent, dans les conditions visées à l'article 34 ci-dessus, présenter de nouveaux plis.



#### **ARTICLE N°14 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS.**

Conformément aux dispositions des articles 34 et 135 du règlement précité et aux dispositions de l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances chargé du budget n° 1692-23 du 23 juin 2023, relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics et des garanties pécuniaires, les plis doivent être transmis exclusivement par voie électronique via le portail des marchés publics [www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma)

Chacune des pièces constituant la réponse du concurrent à la consultation, est insérée, individuellement, dans l'enveloppe électronique la concernant.

Conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics, chaque pièce est signée, électroniquement, par le concurrent ou la personne dûment habilitée à le représenter, à l'exception des pièces dématérialisées.

Lorsqu'il s'agit d'un groupement, ces pièces sont signées, soit par l'ensemble des membres du groupement, soit uniquement par le mandataire conformément aux dispositions du paragraphe C) de l'article 150 du règlement précité.

Tout pli électronique déposé postérieurement à la date limite de remise des plis est automatiquement rejeté par le portail des marchés publics.

#### **ARTICLE N°15 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.**

Conformément aux dispositions de l'article n°36 du présent règlement, les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante (60) jours, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Si la commission d'appel d'offres estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix pendant le délai prévu ci-dessus, le Maître d'Ouvrage Délégué saisit les concurrents, avant l'expiration de ce délai par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine et leur propose une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe. Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax ou par tout autres moyens de communication donnant date certaine adressée au Maître d'Ouvrage Délégué, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.

#### **ARTICLE N°16 : LANGUE DE L'OFFRE.**

L'offre préparée par le concurrent ainsi que toute correspondance et tous documents concernant l'offre échangée entre le candidat et l'OFPPT seront rédigés en Langue Française.

Tout document imprimé fourni par le candidat peut être rédigé en une autre langue dès lors qu'il est accompagné d'une traduction en langue française par une personne/autorité compétente, des passages intéressants l'offre. Dans ce cas et aux fins de l'interprétation de l'offre, la traduction française fait foi.



## **ARTICLE N°17 : PRIX PREFERENTIELS POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE.**

Vu que les prestations objet du présent appel d'offres sont destinées uniquement à la formation professionnelle, il est plus indiqué de proposer des prix préférentiels pour l'éducation.

## **ARTICLE N°18 : MONNAIE DE L'OFFRE.**

Pour le concurrent national, la monnaie dans laquelle le prix des offres doit être formulé et exprimé en Dirhams (MAD).

## **ARTICLE N°19 : DEPENSES ENCOURUES DU FAIT DE L'APPEL D'OFFRES.**

Le soumissionnaire supporte toutes les dépenses encourues du fait de la préparation et de la présentation de son offre à l'OFPPT qui ne pourra, en aucun cas, en être tenu pour responsable, quel que soit le déroulement ou l'issue de la procédure d'appel d'offres.

## **ARTICLE N°20 : EVALUATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS.**

Les offres des concurrents admissibles sont examinées conformément aux dispositions des articles **39,40,42,43 et 44** du Règlement précité.

**Les capacités techniques et financières des concurrents seront appréciées comme suit :**

Les offres techniques seront évaluées comme suit :

### **1-Moyens humain : N1**

Critère d'évaluation	Document servant de base pour l'appréciation	Points	Pondération
- 01 Ingénieur Agronome ou génie rural (chef de projet)	- Copies légalisées du diplôme + CV détaillé signé par la personne et signé et cacheté par le soumissionnaire	3 pts par projet similaire (assistance de maîtrise d'œuvre)	- Max 15 points
- 01 Technicien en Agriculture ayant une expérience en dimensionnement des systèmes d'irrigation	- Copies légalisées du diplôme + CV détaillé signé par la personne et signé et cacheté par le soumissionnaire	3 pts par projet similaire (dimensionnement des systèmes d'irrigation)	- Max 15 points
- 01 Technicien en Agriculture ayant une expérience en productions agricoles	- Copies légalisées du diplôme + CV détaillé signé par la personne et signé et cacheté par le soumissionnaire	3 pts par projet similaire (productions agricoles)	- Max 15 points



## 2-Planning : N2

Critère d'évaluation	Document servant de base pour l'appréciation	Points	Pondération
- Chronogramme	- Chronologie de réalisation de la présente prestation	<p>Chronogramme excellent (15 pts) : un chronogramme qui indique de manière précise et détaillée toute les phases du projet depuis le début des études jusqu'à la réception provisoire incluant :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1- La phase études techniques</li> <li>2- La phase de réalisation de la ferme pédagogique</li> </ol> <p>Chronogramme bon(10pts) : un chronogramme qui indique partiellement les différentes phases du projet depuis le début des études jusqu'à la réception provisoire incluant :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1- La phase études techniques</li> <li>2- La phase de réalisation de la ferme pédagogique</li> </ol>	- Max 15 points

## 3-Méthodologie de travail : N3

Le prestataire est tenu de présenter une méthodologie d'approche pour entamer la présente prestation :

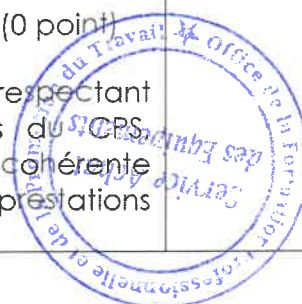
Critère d'évaluation	Document servant de base pour l'appréciation	Points	Pondération
- La note méthodologique et l'approche que le soumissionnaire compte suivre durant l'étude.	- Contenu de l'approche méthodologique et sa pertinence par rapport à l'objet du marché et des prestations à réaliser.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Méthodologie bien développée et améliorée (40 points)</li> </ul> <p>Méthodologie claire et structurée, décrivant correctement les étapes de réalisation conformément au CPS, qui tient en considération les risques pouvant engendrer un retard dans la réalisation de la prestation ou un dysfonctionnement d'une partie ou l'ensemble de</p>	- Max 40 pts

		<p>système.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Méthodologie détaillée mais sans valeur ajoutée : (25 points)</li> </ul> <p>Méthodologie claire et structurée, décrivant correctement les étapes de réalisation conformément au CPS, ne prenant pas en considération les risques</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Méthodologie constitue une simple reprise des termes de référence du CPS : (10 points)</li> </ul> <p>Méthodologie se limitant à une reformulation ou reproduction des termes de référence du CPS, sans démonstration d'appropriation technique ou de démarche propre au soumissionnaire.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Méthodologie ne respectant pas les termes de références pour la réalisation des prestations : (0 point)</li> </ul> <p>Méthodologie ne respectant pas les exigences du CPS incomplète ou incohérente par rapport aux prestations attendues.</p>	
--	--	---	--

A ce titre, il est à noter que :

**NT = N1+N2+N3**

- 1) Lors de l'évaluation des offres techniques, la commission de jugement des offres attribue une note « NT » à chaque concurrent sur un score maximum de 100 points, conformément à la grille d'évaluation sus indiquée.
- 2) Seuls les concurrents ayant obtenu une note technique supérieure NT à 70 points seront retenus pour l'étape suivante.





### **ARTICLE N°21 : SIGNATURE ELECTRONIQUE.**

Selon l'article 6 de l'Arrêté, du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n°1692-23 du 4 hja 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics, la signature électronique des pièces et documents s'effectue, à travers le portail des marchés publics, au moyen d'un certificat de signature électronique conformément aux dispositions des textes législatifs et réglementaires en vigueur et aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics.

Lorsque le portail des marchés publics affiche que la signature électronique d'une pièce n'est pas valide, l'acteur du portail concerné est tenu de révéifier la validité de ladite signature via les points de contrôle accessibles au niveau dudit portail.

### **ARTICLE N°22 : RESULTATS.**

Le maître d'ouvrage informe, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout autre moyen donnant date certaine, l'attributaire de l'acceptation de son offre dans un délai n'excédant pas le troisième jour suivant la date d'achèvement des travaux de la commission d'appel d'offres.

Dans le même délai, il informe, par lettre recommandée avec accusé de réception, les concurrents éliminés, en leur indiquant les motifs de rejet de leurs offres. Cette lettre est accompagnée des pièces contenues dans leurs dossiers.

Un extrait du procès-verbal est publié sur le portail des marchés publics et affiché dans les locaux de l'organisme dont relève le maître d'ouvrage, dans les vingt-quatre heures suivant la date d'achèvement des travaux de la commission. La durée d'affichage de cet extrait est de quinze jours au moins.

<b>Etabli par :</b>  	<b>Vérifié par le Service des Marchés :</b> 
<b>Le Maître d'Ouvrage Délégué</b>	
<p style="text-align: center;">               Directeur de l'approvisionnement              et de la logistique  <b>Abdeltif AOURAGH</b> </p>	



## Annexe 1 : MODELE DE L'ACTE D'ENGAGEMENT

\*\*\*\*\*

### ACTE D'ENGAGEMENT

#### **A -Partie réservée à l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail**

Appel d'Offres Ouvert Simplifié sur offres de prix n°..... du .....à  
 ....h....min

**Objet du marché : Réalisation des études techniques pour la mise en place de la ferme pédagogique destinée aux Cités des Métiers et des Compétences de Fès et Errachidia**

du règlement de la Foncière CMC SA, approuvé le 15 juillet 2025,

#### **B - Partie réservée au concurrent**

##### **a) Pour les personnes physiques**

Je (1), soussigné :..... (Prénom, nom et qualité) agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte, adresse du domicile élu .....affilié à la CNSS sous le ..... (2) inscrit au registre du commerce de..... (Localité) sous le n° ..... (2) n° de patente..... (2) :

##### **b) Pour les personnes morales**

Je (1), soussigné ..... (Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)  
 Agissant au nom et pour le compte de..... (Raison sociale et forme juridique de la société)  
 Au capital de : .....  
 Adresse du siège social de la société.....  
 Adresse du domicile élu.....  
 Affiliée à la CNSS sous le n°.....(2) et (3)  
 Inscrite au registre du commerce..... (Localité) sous le n°..... (2) et (3)  
 N° de patente.....(2) et (3)  
 N° d'identification fiscale.....  
 N° de l'Identifiant Commun de l'Entreprise : .....(2) et (3)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :



Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres, concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

1) remets, revêtu (s) de ma signature un bordereau de prix - détail estimatif établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres ;

2) m'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir :

- **Prix Total HTVA :** .....(en lettres et en chiffres)
- **Taux de la TVA.....(en pourcentage)**
- **Montant de la T.V.A. :.....(en lettres et en chiffres)**
- **Montant TTC : .....(en lettres et en chiffres)**

La Société Foncière CMC S.A. se libérera des sommes dues par elle en faisant donner crédit au compte ..... (À la Trésorerie Générale, bancaire, ou postal) (1) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à..... (Localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro.....

**Fait à.....le.....**

(Signature et cachet du concurrent)

(1) lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :

- mettre : «Nous, soussignés..... nous obligeons conjointement/ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes) ;
- ajouter l'alinéa suivant : « désignons..... (prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ».

(2) pour les concurrents non installés au Maroc préciser la référence des documents équivalents ; (3) ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation.



**Annexe 2 : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR**

\*\*\*\*\*

**DECLARATION SUR L'HONNEUR (\*)**

- Mode de passation : Appel d'Offres Ouvert Simplifié sur offres de prix n°...../2025 ,  
sur offres des prix du ../.../.... à ...h.. min.

**Objet du marché : Réalisation des études techniques pour la mise en place de la ferme  
pédagogique destinée aux Cités des Métiers et des Compétences de Fès et Errachidia**

**A - Pour les personnes physiques**

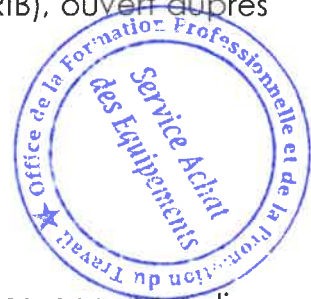
Je, soussigné : ..... (Prénom, nom et qualité)  
Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,  
Adresse du domicile élu : .....  
Affilié à la CNSS sous le n° : ..... (1)  
Inscrit au registre du commerce de ..... (Localité) sous le n°  
..... (1) n° de patente ..... (1)  
N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR ..... (RIB), ouvert auprès  
de .....

**B - Pour les personnes morales**

Je, soussigné ..... (Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)  
Agissant au nom et pour le compte de ..... (Raison sociale et forme  
juridique de la société) au capital  
de: .....  
Adresse du siège social de la société ..... adresse du  
domicile élu .....  
Affiliée à la CNSS sous le n° ..... (1)  
Inscrite au registre du commerce ..... (Localité) sous le  
n° ..... (1)  
N° de patente ..... (1)  
N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR ..... (RIB), ouvert auprès  
de .....  
N° d'identification fiscale .....  
N° de l'Identifiant Commun de l'Entreprise : ..... (1)

**- Déclare sur l'honneur :**

1- m'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police  
d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;



2- que je remplie les conditions prévues que je remplie les conditions prévues dans règlement de la Foncière CMC SA

3- Etant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (2) ;4- m'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché ;

5- m'engage à ne pas faire par moi-même ou par personne interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusions du présent marché.

6- atteste que je remplis les conditions prévues par l'article 1er du dahir n° 1-02-188 du 12 JOUMADA I 1423 (23 juillet 2002) portant promulgation de la loi n°53-00 formant charte de la petite et moyenne entreprises (4).

7- atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt tel que prévu à l'article 160 du règlement de la Foncière CMC SA.

8- je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature.

9- je reconnais avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 152 du règlement de la Foncière CMC SA, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait à.....le.....

Signature et cachet du concurrent

**(1)** Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leurs pays d'origine, la référence à l'attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

**(2)** à supprimer le cas échéant.

**(3)** Lorsque le CPS le prévoit.

**(4)** à prévoir en cas d'application de l'article 139 du Règlement de la foncière CMC SA.

**(\*)** En cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.



**CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES  
(C. P. S.)**





## CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES

Marché n° ..... / 2025.

Passé en application de l'alinéa 1 du paragraphe I-1 et l'alinéa b) du paragraphe I-3 de l'article 19 et de l'alinéa b) du paragraphe 3 de l'article 20, du règlement de la Foncière CMC SA, approuvé le 15 juillet 2025, relatif aux marchés publics de la Société Foncière CMC SA

Entre les soussignés :

**LA SOCIETE FONCIERE CMC S.A.** ou son délégué, représentée par son Directeur Général **Mme Loubna TRICHA**,

Et,

D'autre part : .....

La société : .....

- Titulaire du compte ..... (à la Trésorerie Générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à ..... (localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro.....

- Adresse du siège social de la société : .....

- Adresse du domicile élu : .....

- Affiliée à la CNSS sous le n° : .....

- Inscrite au registre de commerce de ..... (localité) sous le n° : .....

- Patente n° : .....

- N° d'identification fiscale

- n° de l'identifiant Commun de l'Entreprise : .....

- Représentée par :

Monsieur .....



Agissant au nom et pour le compte de ladite société en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés,

37

4

## **CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES:**

Le présent marché a pour objet : **Réalisation des études techniques pour la mise en place de la ferme pédagogique destinée aux Cités des Métiers et des Compétences de Fès et Errachidia**

Il est Passé en application de l'alinéa 1 du paragraphe I-1 de l'article 19 et de l'alinéa b) du paragraphe 3 de l'article 20, du règlement de la Foncière CMC SA, approuvé le 15 juillet 2025

### **ARTICLE 2 : MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE ET REGLEMENT DE PASSATION APPLICABLE**

SOCIETE FONCIERE CMC S.A. a confié à l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion de Formation professionnel (OFPPT) la mission globale de maitrise d'ouvrage déléguée du programme des Cités des Métiers et des Compétences.

A cet effet, le Maître d'Ouvrage Délégué (OFPPT) agira pour l'accomplissement de la mission qui lui est confiée au nom et pour le compte du Maitre d'Ouvrage (SOCIETE FONCIERE CMC S.A.).

### **ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ**

Les documents contractuels sont par ordre de priorité :

1. L'acte d'engagement,
2. Le présent cahier des prescriptions spéciales, complété par l'offre technique du titulaire.
3. Le bordereau des prix - détail estimatif,
4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'Études et de Maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'État (CCAG-EMO), approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 22 Rabi I 1423 (04 Juin 2002).

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché, autres que celles se rapportant à l'offre financière tel que décrit dans dans le règlement de la Foncière CMC SA, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

### **ARTICLE 4 : AUTRES TEXTES APPLICABLES**

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions notamment des textes suivants

- Le règlement propre de la foncière CMC SA approuvé le 15 Juillet 2025
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'Études et de Maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'État (CCAG-EMO), approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 22 Rabi I 1423 (04 Juin 2002).
- La loi n°69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes (B.O. n°5170 du 18/12/2003).
- Le dahir n°1.85.347 du 20/12/1985 relatif à l'institution générale de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).



- Le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n°12-13 relative au nantissement des marchés publics.
- Le décret royal n° 330-66 du 10 moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété.
- L'arrêté 2-3663 du 13 /07/2005 portant Organisation financière et comptable de l'OFPPT.
- La décision du Ministre des Finances et de la Privatisation - DEPP n° 2-0610 du 26 Février 2008 fixant le visa préalable du contrôleur d'Etat de l'OFPPT pour les marchés de fournitures et de prestation de service dont le montant est supérieur à 1 000 000,00 DHS.
- Les textes officiels réglementant la main d'œuvre et les salaires.
- L'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 Juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces, relatifs aux marchés publics ;

Ainsi que tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés publics rendus applicables à la date limite de réception des offres.

#### **ARTICLE N°5 : OBJET DE LA MISSION**

La présente mission a pour objet l'établissement de la maîtrise d'œuvre nécessaire à la mise en place des fermes pédagogiques au sein des Cités des Métiers et des Compétences (CMC) suivantes :

- Fès-Meknès (ville de Fès)
- Drâa-Tafilalet (ville d'Errachidia)

La CMC d'Errachidia s'étend sur une superficie d'environ **1 hectare**, tandis que la CMC de Fès couvre environ **1,5 hectare**.

#### **ARTICLE N°6 : CONSISTANCE ET REPARTITION DE LA MISSION**

La mission s'articule autour de plusieurs phases correspondant à l'étude technique des différents corps d'état, à savoir :

- ✓ Avant-Projet.
- ✓ Projet d'Exécution et les Spécifications Techniques Détaillées.
- ✓ Dossier de Consultation des Entreprises.
- ✓ Suivi de réalisation et d'exécution de la ferme pédagogique



#### **ARTICLE N°7 : AVANT-PROJET (AP)**

##### **Objectif :**

Définir les options techniques et arrêter les principes de conception du projet en concertation avec le Maître d'Ouvrage.

**Prestations principales :**

- Analyse du programme et des données de base (plans, contraintes du site, sols, etc.)
- Étude des différentes solutions techniques et justification du choix retenu
- Recommandations pour les structures, les équipements techniques et la sécurité des installations
- Élaboration des plans et schémas de principe (infrastructures, réseaux, équipements)
- Rédaction des notes de calcul sommaires
- Établissement de l'avant-métré et estimation sommaire par corps d'État

**Prestations détaillées :**

**a. Délimitation de la ferme (levée topographique) :**

Pour chaque CMC, Le prestataire est tenu de délimiter la ferme pédagogique et de se renseigner sur les éventuelles installations qui peuvent être intégrées dans la ferme. La levée doit être réalisée par un géomètre agréé.

**b. Analyse de l'eau et du sol de la ferme**

Pour chaque CMC, Le prestataire est tenu à réaliser des analyses de sources d'eau et du sol (sur 2 horizons) de la ferme dans un laboratoire accrédité ISO 17025 afin d'évaluer leurs qualités et teneurs en éléments essentiels pour réussir l'irrigation et la croissance végétale.

Les analyses doivent porter sur les différents paramètres physiques et chimiques.

En outre, Le prestataire doit réaliser une analyse de stabilité structural du sol et un test de perméabilité du sol.

Le prestataire est tenu de compléter les analyses susmentionnées selon les recommandations du maître d'ouvrage.

Le prestataire est tenu de réaliser les essais de débit et fournir un rapport sur les résultats

**b. Diagnostic**

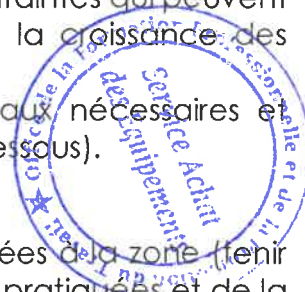
Pour chaque CMC, Le prestataire doit mentionner les différentes contraintes qui peuvent impacter la mise en place des composantes de la ferme et de la croissance des plantations, et d'en proposer des solutions techniques.

Chaque solution doit être accompagnée des équipements, travaux nécessaires et estimations de réalisation (à intégrer dans le Bordereau des prix ci-dessous).

**d. Proposition des cultures**

Pour chaque CMC, Le prestataire doit proposer des cultures adaptées de la zone (tenir en compte des conditions pédoclimatiques de la zone, des cultures pratiquées et de la diversité et de la carte de filière de la formation et des orientations stratégiques de l'agriculture au niveau de la zone (Plan Maroc Vert et Green Génération).

En outre, le prestataire doit répartir les cultures par espace (serre ou plein champ) et par superficie et par type de conduite (en sol ou hors sol, biologique ou conventionnel).



Le prestataire doit avoir tous les éléments nécessaires pour proposer des variétés adaptées en mentionnant les spécifications techniques des plantations et des cultures (Age des plants, densité, origine, certification...etc).  
 Le choix de cultures et profils variétales doit être validé.

### **e. Plan d'implantation**

Pour chaque CMC, Le Prestataire doit fournir pour l'implantation des différentes composantes de la ferme.

- ✓ Les éléments suivants doivent être figurés dans le plan d'implantation générale pour la ferme :
  - Système d'irrigation (bassin, panneau solaire, station de tête .etc)
    - **Aménagement d'un bassin d'irrigation**
    - **Travaux de terrassement en tranchées et pour ouvrages annexes**
    - **Construction et aménagement d'un abri pour la station de tête d'un regard vertical pour station de tête**
    - **Travaux d'installation d'un réseau primaire et secondaire**
    - **Travaux d'installation d'un système d'arrosage**
    - **Travaux d'installation d'un système d'automatisation des réseaux et fertigation**
    - **Travaux d'installation d'un système de pompage**
    - **Pompage d'eau alimenté par l'énergie solaire photovoltaïque**
    - **Travaux d'installation d'un système de filtration**
    - **Alimentation en eau**
    - **Autre**
  - **Travaux de traçage, piquetage, et creusement des trous de plantation.**
  - **Travaux de plantation comprenant : Rebouchage des trous et incorporation du compost, pré-irrigation des trous, préparation des aires de réception des plants, fourniture des plants, plantation, tuteurage, irrigation;**
- Systèmes de culture (Plantations, cultures sous serres et plein champ)
- Constructions (serres agricoles et diverses constructions)
- Système de conduite digitalisé (irrigation intelligente....etc).
- Descriptif et estimation des pièces de rechanges, et matériel d'irrigation (hors système)

Le plan doit mentionner toute la légende nécessaire et coordonnées X et Y pour décrire les éléments de la ferme pédagogique.

Le prestataire doit tenir en comptes l'intégration de certaines construction (hangar atelier...) pour certains CMC dans le plan d'implantation et dont les plans seront communiqués par le maître d'ouvrage.



**Livrables attendus :**

- Rapport d'Avant-Projet complet,
- Plans et schémas de principe,
- Notes de calcul sommaires,
- Estimation prévisionnelle par corps d'état,
- Planning prévisionnel.

**ARTICLE N°8 : Projet d'Exécution et Spécifications Techniques Détaillées**

**Objectif :**

Élaborer les études d'exécution détaillées et définir précisément les spécifications techniques nécessaires à la réalisation des ouvrages.

**Prestations principales :**

- Notes de calcul détaillées
- Modélisation des structures et réseaux
- Plans d'exécution et plans de détails
- Élaboration des spécifications techniques détaillées (références normatives, prescriptions d'exécution, tolérances, matériaux, essais, etc.)

**Prestations détaillées :**

Pour chaque CMC, Le prestataire doit fournir le descriptif technique pour la mise en place de la ferme pédagogique, notamment :

**a. Travaux préliminaires**

Le prestataire doit énumérer les travaux préliminaires pour l'installation des cultures et chemins des piétons, et autres travaux jugés nécessaires.

**b. Installations techniques**

Le prestataire doit fournir les spécifications techniques et détails estimatifs pour l'installation de :

- ✓ Système d'irrigation : note de calcul pour les composantes du système d'irrigation y compris une station **de dessalement par osmose si nécessaire**.
- ✓ Serres agricoles : Plan et consistances de différents types pour différentes utilisations (pépinières, maraîchage, cultures biologiques, culture hors sol...etc.), et les équipements et installations prévus à l'intérieure de chaque serre. Le nombre, types et dimensions des serres seront proposés par le prestataire et confirmés par le maître d'ouvrage.
- ✓ Cultures Plein champs : Plan et consistances des travaux d'installation des cultures et fournitures (intrants et semences).
- ✓ Équipements et installations de digitalisation de la ferme





### **c. Constructions**

Le prestataire doit mentionner les dimensions en construction notamment les hangars, vestiaires, parking et autres définies au niveau du plan d'implantation, et ce selon les recommandations du maître d'ouvrage.

Le prestataire doit définir les autres travaux de construction et de génie civil nécessaires notamment les allées, le parking des engins agricoles et l'abri de la station de tête.

### **d. Plantations et cultures plein champ**

Le prestataire doit fournir tous les éléments nécessaires pour équiper et installer les plants et les cultures dans la ferme.

### **e. Energie Solaire**

Le prestataire doit proposer une solution technique pour assurer le pompage solaire moyennant l'utilisation du photovoltaïque de la ferme.

### **f. Matière d'œuvre**

Le prestataire doit fournir la liste de matière d'œuvre nécessaire pour le fonctionnement de la ferme durant une campagne. Cette matière d'œuvre doit être bien définie avec une estimation financière.

### **g. Signalisation**

Le prestataire doit proposer une spécification technique pour une signalisation adaptée, et ce afin d'identifier les différents espaces de la ferme y compris l'identification de chaque culture/plantation, des modèles de chartes graphiques et des outils de signalisation seront ainsi proposés.

### **h. Certificats et Documentations Techniques**

Le prestataire doit mentionner toutes la documentation et certificats nécessaires à exiger pour les différents équipements et installations relatives à la mise en place de la ferme pédagogique.

#### **Livrables attendus :**

- Plans d'exécution complets
- Notes de calcul détaillées
- Modélisation structurelle et technique
- Cahier des spécifications techniques détaillées

#### **ARTICLE N°9 : dossiers de consultation des entreprises**

##### **Objectif :**

Constituer les pièces techniques nécessaires à la consultation des entreprises.



**Prestations principales :**

- Avant-métrés et estimations détaillées
- Cahier des prescriptions spéciales (CPS)
- Bordereaux des prix unitaires et détail estimatif
- Plans d'exécution et de détails à joindre à la consultation

**Livrables attendus :**

- Dossier de Consultation des Entreprises complet
- Estimation détaillée des travaux

**ARTICLE N°10 : SUIVI DE REALISATION ET D'EXECUTION**

Le prestataire est tenu **d'assurer le suivi des prestations** objet du présent marché pendant toute la durée de leur exécution.

Le suivi comprend notamment:

- l'assistance technique au maître d'ouvrage ;
- le contrôle de la conformité des prestations réalisées avec les études techniques validées ;
- le suivi de l'avancement des travaux et le respect du planning approuvé ;
- la participation aux réunions de suivi et de coordination ;
- l'établissement de rapports périodiques d'avancement ;
- la formulation de recommandations et d'observations nécessaires à la bonne exécution des prestations ;
- l'assistance lors des opérations de réception provisoire.

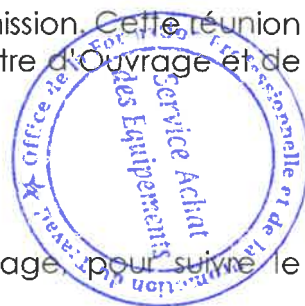
**ARTICLE N°11: COLLECTE DES DONNEES ET DES DOCUMENTS PAR LE CONSULTANT**

Pour les besoins des prestations confiées au consultant, le maître d'ouvrage remettra au consultant toutes les données disponibles sur le programme de formation et le site du projet CMC. Toutefois, le consultant sera amené à collecter auprès des services du Maître d'ouvrage, ou d'autres administrations, ou d'autres organismes, les données et documents complémentaires.

Une réunion d'information sera organisée dès le démarrage de la mission. Cette réunion permettra de présenter le contexte, de préciser les attentes du Maître d'Ouvrage et de définir les modalités d'accès aux données disponibles.

**ARTICLE N°12 : PILOTAGE de l'ETUDE**

Un comité de suivi de l'étude sera composé du Maître d'ouvrage pour suivre le déroulement de la prestation.



Des réunions régulières seront organisés entre le prestataire et le comité de suivi de l'étude qui sera mis en place. Ces réunions porteront notamment sur :

- ✓ L'approbation de la planification détaillée et la méthodologie de l'étude sur proposition du prestataire, le planning définitif sera conclu en commun accord avec le maître d'ouvrage.
- ✓ Le suivi de la bonne exécution des études conformément aux objectifs, clauses et conditions du cahier des charges
- ✓ L'orientation des décisions sur le choix et options d'étude prestataire
- ✓ L'examen et l'approbation des documents et rapports

#### **ARTICLE N°13 : CARACTERE DES PRIX**

Les prix des prestations objet du présent marché sont fermes.

Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le Maître d'Ouvrage répercute cette modification sur le prix de règlement.

#### **ARTICLE N°14: NATURE DES PRIX**

Le présent marché est à prix unitaires.

Les sommes dues au titulaire sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix - détail estimatif, aux quantités pour les prestations réellement exécutées conformément au marché.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au prestataire de services une marge pour bénéfice et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe de la livraison des fournitures.

#### **ARTICLE N°15 : DROITS DE TIMBRES**

Le titulaire acquitte les droits de timbre dus au titre du marché conformément à la législation en vigueur.

#### **ARTICLE N°16 : DELAI D'EXECUTION ET PENALITES DE RETARD**

##### **Délai d'exécution :**

Le délai contractuel global pour l'exécution des prestations objet du présent marché est de **105 jours (cent cinq jours) réparti comme suit:**

- **45 jours (quarante-cinq jours) pour les études techniques**
- **60 jours (Soixante jours) pour le suivi de la prestation**

Il commence à courir à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations objet du présent marché.

Ce délai s'applique à l'achèvement de la prestation confiée , conformément aux dispositions de prescriptions spéciales



**Pénalités de retard :**

Le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un pour mille (1/1000) par jour calendaire de retard, calculée sur la base du montant initial du marché, avec prise en compte des éventuels avenants.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au prestataire de services.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le prestataire de services de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Le montant global des pénalités au titre des retards est plafonné à dix pour cent (10 %) du montant initial du marché, augmenté le cas échéant du montant des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable du titulaire et sans préjudice de l'application des autres mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG-EMO.

**ARTICLE N°17: CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE , RETENUE DE GARANTIE ET CONTIONNEMENT DEFINITIF**

**Cautionnement provisoire :**

Le cautionnement provisoire est fixé à **3500,00 DHS TTC (trois mille cinq cent dirhams TTC)**.

Le cautionnement provisoire reste acquis au maître d'ouvrage notamment dans les cas cités à l'article 15 du CCAG-EMO.

Le cautionnement provisoire est retiré selon les dispositions de l'article 16, paragraphe 1 du CCAG- EMO.

• Retenue de garantie :

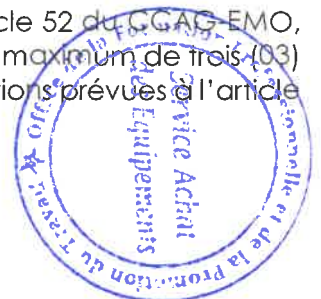
Par dérogation à l'article 40 du CCAG-EMO il n'est pas prévu de retenue de garantie.

• Cautionnement définitif :

Le cautionnement définitif est fixé à 3% (trois pour cent) du montant du marché. Si le BET ne relève pas le cautionnement définitif dans un délai de 30 jours qui suivent la notification de l'approbation du présent marché, montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis au maître d'ouvrage.

Le cautionnement définitif reste acquis au maître d'ouvrage conformément aux dispositions de l'article 15, paragraphe 2 du CCAG-EMO.

Le cautionnement définitif est restitué, sauf les cas d'application de l'article 52 du CCAG-EMO, à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois (03) mois suivant la date de la signature définitive des avenants dans les conditions prévues à l'article 49 du CCAG-EMO.



## **ARTICLE N°18 : RECEPTIONS PROVISOIRE ET DEFINITIVE**

### **1- Réception provisoire :**

La prestation faisant l'objet du marché est soumise à des vérifications destinées à constater qu'elle réponde aux stipulations prévues dans le marché.

Une réception provisoire est prononcée par le maître d'ouvrage après réception et validation des livrables par la commission désignée pour chaque site. Cette validation devra être effectuée dans un délai maximum de 10 jours à compter de la remise des livrables par le titulaire. Cette réception sera sanctionnée par un procès-verbal de réception provisoire pour chaque site.

### **2- Réception définitive :**

La réception définitive ne sera prononcée qu'après réception provisoire de chaque site incombant au titulaire.

Cette réception sera sanctionnée par un procès-verbal de réception définitive.

## **ARTICLE N°19 : MODE ET DELAI DE REGLEMENT**

### **A-Mode de règlement**

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix unitaires définis et établis pour chaque item par le titulaire aux quantités réellement exécutées et réceptionnées, conformément aux descriptions figurant au bordereau des prix-détail estimatif et aux conditions particulières du marché.

### **B-Délai de règlement**

En application de l'article 78-2 de loi n°69-21 relative aux délais de paiement, le délai de règlement des paiements est fixé à 120 jours.

## **ARTICLE N°20 : MODALITES DE PAIEMENT**

Société Foncière CMC S.A. procédera au paiement des articles livrés et réceptionnés conformes.

### **1) Modalités de paiement :**

Le titulaire adressera à la Société Foncière CMC S.A. les documents constituant le dossier de paiement suivants :

- Les Factures en cinq exemplaires originales portant la date de la facture, le numéro de la facture, l'objet et le numéro du marché, le(s) site(s) bénéficiaire (s), l'arrêté du montant de la facture en chiffre et en lettre.
- Les Copies du PV de vérification de conformité technique.
- Les attestations des polices d'assurances de l'année de l'exécution du marché.
- Le planning prévisionnel de livraison
- Le PV de la formation si le marché le prévoit.
- Attestation de régularité fiscale.





Les sommes dues au titulaire seront réglées sur son compte dont le numéro est précisé dans l'acte d'engagement.

Tout changement du numéro de compte doit faire l'objet d'un avenant.

#### **ARTICLE N°21 : UTILISATION DES DOCUMENTS CONTRACTUELS ET DIFFUSION DE RENSEIGNEMENTS**

Le titulaire, sauf consentement préalable donné par écrit par l'OFPPT, ne communiquera le marché, ni aucune de ses clauses, ni aucune des spécifications, des plans, dessins, tracés, échantillons ou information fournis par l'OFPPT ou en son nom et au sujet du marché à aucune personne autre qu'une personne employée par le titulaire à l'exécution du marché. Les informations transmises à une telle personne le seront confidentiellement et seront limitées à ce qui est nécessaire à ladite exécution.

Le titulaire, sauf consentement préalable donné par écrit par l'OFPPT, n'utilisera aucun des documents et aucune des informations énumérés dans le paragraphe précédent, si ce n'est pour l'exécution du marché.

Tout document, autre que le marché lui-même, énuméré dans le 1er paragraphe demeurera la propriété de la Société Foncière CMC S.A. et tous ses exemplaires seront renvoyés à l'OFPPT sur sa demande, une fois les obligations contractuelles du titulaire exécutées.

#### **ARTICLE N°22 : BREVETS**

Le titulaire garantira la Société Foncière CMC S.A., contre toute réclamation des tiers touchant à la contrefaçon ou à l'exploitation non autorisée d'un brevet, d'une marque commerciale ou des droits de création industrielle résultant de l'emploi des équipements ou d'un de leurs éléments au MAROC.

#### **ARTICLE N°23 : SOUS-TRAITANCE**

Si le titulaire du marché envisage de recourir à la sous-traitance, il sera appliqué des dispositions de l'article 151 du décret n°2-22-431.

À ce titre, le titulaire est tenu de communiquer au Maître d'Ouvrage :

- L'identité, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse des sous-traitants
- Le dossier administratif des sous-traitants ainsi que leurs références techniques et financières ;
- la nature des prestations à sous-traiter et le montant correspondant ;
- le pourcentage desdites prestations par rapport au montant total du marché ;
- une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents, conformément à l'article 27 du décret n°2-22-431.

La sous-traitance ne peut, en aucun cas, dépasser cinquante pour cent (50 %) du montant du marché, ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché.

**Le corps d'état principal est la phase des études techniques.**





Le titulaire du marché est tenu, lorsqu'il envisage de sous-traiter une partie du marché, de le confier à des prestataires installés au Maroc, notamment aux très petites, petites et moyennes entreprises, y compris les jeunes entreprises innovantes, les coopératives, les unions de coopératives et les auto-entrepreneurs, conformément aux dispositions de l'article 151 précité.

Le titulaire du marché est tenu de présenter au Maître d'Ouvrage les documents justifiant le paiement, par ses soins, des sommes dues au sous-traitant, au fur et à mesure de l'exécution des prestations sous-traitées.

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché, tant envers le Maître d'Ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers. Le Maître d'Ouvrage ne reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

#### **ARTICLE N°24 : DOMICILE DU TITULAIRE**

Le titulaire du marché est tenu d'élire domicile au Maroc qu'il doit indiquer dans l'acte d'engagement ou le faire connaître au Maître d'Ouvrage Délégué dans le délai de quinze (15) jours à partir de la notification, qui lui est faite, de l'approbation de son marché.

Faute par lui d'avoir satisfait à cette obligation, toutes les notifications qui se rapportent au marché sont valables lorsqu'elles ont été faites au siège de l'entreprise dont l'adresse est indiquée dans le cahier des prescriptions spéciales.

En cas de changement de domicile, le titulaire est tenu d'en aviser le Maître d'Ouvrage Délégué, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

#### **ARTICLE N°25 : VALIDITE DU MARCHÉ**

Le marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après sa signature par l'autorité compétente de la Société Foncière CMC S.A. ou par son délégataire dûment désigné et son visa par le Contrôleur d'Etat, lorsque ledit visa est requis.

#### **ARTICLE N°26 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ**

L'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante (60) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions de l'article 143 du règlement précité.

#### **ARTICLE N°27 : RESTITUTION DES CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET DÉFINITIF.**

En application des dispositions de l'article 16 du CCAG-EMO, le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché ou la caution qui le remplace est libérée après que le titulaire aura réalisé le cautionnement définitif.



Le contonnement définitif est restitué, sauf les cas de l'application de l'article 52 du CCAG-EMO, par le maître d'ouvrage dans les trois (3) mois suivant l'achèvement du délai contractuel du marché.

#### **ARTICLE N°28 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES**

En application des dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO, le titulaire doit souscrire, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur, les polices d'assurances qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du présent marché.

#### **ARTICLE N° 29 : REGLEMENT DES CONTESTATIONS**

En cas de contestation entre l'administration et le titulaire, il sera fait recours à la procédure prévue par les dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de service (CCAG-EMO).

Si cette procédure ne permet pas le règlement du litige, celui-ci sera soumis à la juridiction marocaine compétente statuant en matière administrative.

#### **ARTICLE N° 30 : NANTISSEMENT**

Le nantissement du présent marché se fera selon les mêmes modalités prévues par la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics. Ainsi, pour le nantissement du marché, le Maître d'ouvrage délégué remet au titulaire du marché, sur sa demande et contre récépissé, une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signée et indiquant que ladite copie est délivrée en unique exemplaire destinée à former titre pour le nantissement du marché public, conformément aux dispositions du dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics, étant précisé que :

+ La liquidation des sommes dues par la Foncière CMC en exécution du présent marché sera opérée par les soins du Directeur Général de l'O.F.P.P. T ou son délégué.

+ le Directeur Général de l'OFPPT ou son délégué est chargé de fournir au titulaire du futur marché ainsi qu'à bénéficiaire des nantissemments ou subrogations les renseignements, qui ont été prévus à l'article 8 du dahir susvisé.

+ les paiements prévus au présent marché seront effectués par le PDG de la Foncière ou son délégué le cas échéant.

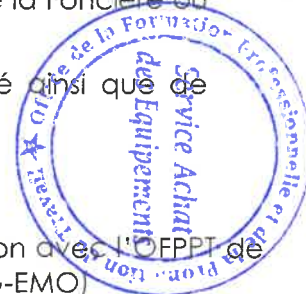
Les frais de timbre et d'enregistrement de l'original du présent marché ainsi que de l'exemplaire unique sont à la charge du titulaire du marché.

#### **ARTICLE N°31 : RESILIATION DU MARCHE.**

Le marché peut être résilié par la Société Foncière CMC S.A. en concertation avec l'OFPPT de plein droit dans tous les cas de figure prévus par les textes en vigueur (CCAG-EMO)

#### **Article N° 32 : Avance**

Conformément au décret n° 2-14-272 du 14 Rajab 1435 (14 Mai 2014) relatif aux avances en matière des marchés publics, le titulaire du marché n'a droit à aucune avance




**ARTICLE N°33 : MESURES COERCITIVES.**

Il sera fait application des mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG-EMO.

**Article N°34 : PROMOTION DE L'EMPLOI LOCAL**

Un taux de recours à la main d'œuvre locale et fixé à vingt pour cent (20%) de l'effectif requis pour la réalisation de prestations du présent marché de services. Il est entendu par \*main d'œuvre locale\* la main d'œuvre issue de la commune du lieu d'exécution des prestations objet du marché ou, le cas échéant, de la préfecture ou de la province ou de la région.

LE SOUMISSIONNAIRE	LE MAITRE D'OUVRAGE
<u>Lu et accepté</u>	 Directeur de l'approvisionnement et de la logistique <b>Abdeltif AOURAGH</b>



**BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF**

Items N°	Désignations	Unité	QTE	Prix unitaire En Hors TVA En chiffre	Prix total En Hors TVA En chiffre
<b>1. Réalisation des études techniques pour la mise en place de la ferme pédagogique destinée à la Cité des Métiers et des Compétences de Fès</b>					
1.1	Avant-Projet.	U	1		
1.2	Projet d'Exécution et les Spécifications Techniques Détaillées.	U	1		
1.3	Dossier de Consultation des Entreprises	U	1		
<b>2. Réalisation des études techniques pour la mise en place de la ferme pédagogique destinée à la Cité des Métiers et des Compétences d'Errachidia</b>					
2.1	Avant-Projet.	U	1		
2.2	Projet d'Exécution et les Spécifications Techniques Détaillées.	U	1		
2.3	Dossier de Consultation des Entreprises	U	1		
<b>3. Suivi de réalisation et d'exécution de la ferme pédagogique</b>					
3.1	Suivi de réalisation et d'exécution de la ferme pédagogique de Fès	U	1		
3.2	Suivi de réalisation et d'exécution de la ferme pédagogique d'Errachidia	U	1		
<b>Montant Total en HTVA=</b>					
<b>Total de la TVA (Taux %)=</b>					
<b>Montant Total en TTC =</b>					

Important : Vu que les prestations objet du présent appel d'offres sont destinées uniquement à la formation professionnelle, il y a lieu de proposer des prix préférentiels à ce sujet

Fait à ..... le .....  
 Signature et cachet du concurrent

